



PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 014190/KKP relatif au projet **de reboisement compensatoire de 7 000 m² en zone humide sur la commune de Bégard (22), déposé par Olivier Guévelou**, reçu le 24 février 2026 et considéré complet le 17 mars 2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°47-c) : « Premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- reboisement compensatoire de 7 000 m² en zone humide, avec plantation de saules, l'objectif étant de préserver la zone de vallée et de maintenir un état boisé pour limiter le risque de transfert de polluants vers les cours d'eau ;
- l'exploitation des saules sera réalisée tous les 10 à 15 ans pour produire des plaquettes de chauffage destinées aux poulaillers de l'exploitation.

Considérant la localisation de ce projet :

- en milieu rural ;
- en zone humide ;
- sur des sols pollués (dalle en béton évacuée en déchetterie comme déchet inerte), sans risque de pollution supplémentaire ;
- en dehors de toute zone présentant une sensibilité environnementale.

Considérant que :

- le reboisement compensatoire (7 000 m²) dépasse largement la surface défrichée (3 700 m²), assurant une compensation écologique ;
- la replantation de saules en zone humide vise à protéger l'espace de vallée et à préserver la biodiversité locale ;
- le projet ne génère ni prélèvement d'eau, ni rejet, ni nuisance sonore ou olfactive hormis pendant la durée des travaux ;
- la plantation sera réalisée manuellement, sans impact sur la zone humide, avec une essence autochtone ;
- l'exploitation des saules se fera sur sol ressuyé pour limiter l'impact sur les sols lors du passage des engins ;
- la dalle en béton de la friche industrielle sera évacuée en déchetterie comme déchet inerte, éliminant tout risque de pollution résiduelle.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **de reboisement compensatoire de 7 000 m² en zone humide sur la commune de Bégard (22), déposé par Olivier Guévelou** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,

signé